

Industrie

Le gouvernement réactive le projet de Plan national de dépollution hydrique

L'étude qui servira de base à l'élaboration du Plan national de dépollution industrielle devra être entamée au début de l'année prochaine pour être finalisée dans 15 mois. Ce plan attendu pour 2019 déclinera notamment les mesures d'accompagnement des principaux acteurs, en particulier les industriels pour s'attaquer à la pollution, essentiellement hydrique.

Enfin, le Plan national de dépollution industrielle ne sera mis en place qu'en 2019. Le gouvernement vient de réactiver ce projet stratégique, devant initialement être lancé entre 2017 et 2018, pour s'attaquer à la pollution industrielle hydrique au Maroc. En effet, le secrétariat d'État chargé de l'Eau vient de lancer un nouvel appel d'offres pour réaliser une étude d'évaluation de la pollution industrielle qui servira de base à l'élaboration de ce plan national. L'étude, un marché de 2,4 millions de DH, sera réalisée sur 15 mois, y compris la conception du Plan national de dépollution industrielle. Selon le gouvernement, l'activité industrielle au Maroc est assurée par plus de 8.000 unités de production et est structurée en 4 sous-secteurs : l'agro-alimentaire (25%), les industries du textile et du cuir (21%), la chimie et parachimie (31%) et les industries mécanique, métallurgique et électrique (23%). Plus de 50% des établissements industriels se trouvent dans l'axe Casablanca-Kénitra. Si le secteur industriel contribue de façon importante sur le plan socioéconomique, il génère cependant des impacts négatifs importants en termes d'usage non rationnel de l'eau et de pollution avec des conséquences socio-économiques directes sur les populations et les écosystèmes qui subissent les pollutions organiques et chimiques issues des industries. Ces impacts sont désormais largement régulés et il appartient aux industriels de se conformer à la réglementation nationale applicable. Dans le secteur de l'eau, ceci implique de satisfaire les normes générales de rejets au plus tard en 2018, ou les valeurs de rejet spécifiques applicables, si elles existent. «La pollution des eaux superficielles et souterraines s'est accrue au cours des dernières décennies. Elle est maintenant perçue comme une menace sérieuse de déperdition de la ressource en eau», est-il souligné. À titre indicatif, les rejets industriels dans les réseaux d'eaux usées municipaux représentent une contrainte pour le fonctionnement normal d'une centaine de stations d'épuration des eaux usées et par conséquent sur l'ambition nationale prévue dans le



L'activité industrielle au Maroc est assurée par plus de 8.000 unités de production, dont plus de 50% se trouvent dans l'axe Casablanca-Kénitra.

Plan national de l'eau de réutiliser environ 350 millions de m³ par an d'eaux usées traitées. Et malgré la mise en place de plusieurs mesures, la dépollution industrielle reste difficile et complexe à mettre en œuvre. Parmi les raisons identifiées par le gouvernement figure une certaine réticence ou insuffisance dans la mobilisation des acteurs en vue d'une meilleure application de la loi concernant les normes de rejet. S'y ajoute le manque d'accompagnement des industriels pour les aider à élaborer les études techniques de dépollution et préparer les dossiers relatifs aux subventions accordées par l'État. Ainsi, pour le gouvernement, la mise en conformité avec la réglementation appelle une action immédiate et décisive, qui doit s'appuyer sur un élan national structuré et cohérent. C'est l'objectif de ce futur plan national de dépollution industrielle qui déclinera notamment des mesures d'accompagnement des principaux acteurs, en particulier les industriels et la CGEM. Pour les entreprises, l'enjeu reste capital en termes d'économie et de compétitivité. Un enjeu économique, car l'accès aux grands marchés et aux financements impose de plus en plus la satisfaction de normes environnementales. «Un enjeu de compétitivité, car les entreprises qui ont investi dans la dépollution l'ont fait dans le cadre d'une analyse et une modernisation de leurs procédés, qui se traduit très souvent par une réduction significative des consommations d'eau et d'électricité, générant des économies substantielles et diminuant d'autant les quantités à traiter et donc le coût du traitement», est-il indiqué. ■

Moncef Ben Hayoun

La dépollution industrielle reste difficile à mettre en œuvre.